

Le système d'information sur l'eau : des données pour améliorer la connaissance et la gestion de l'eau et des milieux aquatiques

Faiçal BADAT
Directeur adjoint de
l'Office de l'eau Réunion

L'Office de l'eau Réunion

- Etablissement public local, rattaché au Département
- Les missions confiées à l'Office de l'eau Réunion s'organisent selon trois grands axes :
 1. L'étude et le suivi des ressources en eau, des milieux aquatiques et littoraux et de leurs usages = **PRODUCTION DE CONNAISSANCES**;
 2. Le conseil et l'assistance technique aux maîtres d'ouvrage, la formation et l'information dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques = **DIFFUSION DE CONNAISSANCES**;
 3. La programmation et le financement d'actions et de travaux = **PROGRAMMATION OPERATIONNELLE**

Le Système d'information sur l'Eau (SIE)

Dispositif partenarial qui organise :

- la production,
- la collecte,
- le stockage,
- la valorisation,
- la diffusion

... des données.

Les objectifs du SIE

- Diffuser l'information environnementale publique (convention d'Aarhus)
- Évaluer les pressions exercées sur l'eau et leurs conséquences
- Orienter et évaluer les politiques publiques dans le domaine de l'eau
- Rendre compte aux autorités des résultats de la politique de l'eau

Le contenu du SIE

- Des millions de données brutes (issues de mesures sur l'eau),
- Des informations élaborées à partir des données brutes,
- Des banques et outils qui stockent, traitent et diffusent les données,
- Des référentiels nationaux.

SIE NATIONAL

Portail d'entrée : www.eaufrance.fr

Banques ou portails nationaux



SIE du bassin Réunion

www.reunion.eaufrance.fr

Banques ou portails de bassin



SIE du bassin Rhin-Meuse

www.rhin-meuse.eaufrance.fr

Banques ou portails de bassin



Producteurs de donnée



La banque de données de l'Office de l'eau Réunion

Données sur la ressource en eau à La Réunion depuis 1975, la banque de données fait partie du Système d'information sur l'eau (SIE) de La Réunion. Elle stocke actuellement :

- Des mesures physico-chimiques de la ressource en eau (de surface et souterraine),
- Des mesures de débit/hauteur d'eau en rivière/étang /aquifère
- Des diagraphies (logs) de conductivité
- Des mesures biologiques des cours d'eau (poissons, invertébrés et diatomées)
- Des indicateurs sur la performance des services publics d'eau et d'assainissement

La banque de données de l'Office de l'eau Réunion

- Producteur de données = Office de l'eau
- Données « validées »
- Données standardisées selon les formats SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau - <http://www.sandre.eaufrance.fr/>)
- 9,8 millions d'informations accessibles sur internet (www.eaureunion.fr)

La collecte de données



Des données accessibles sur le site internet de l'Office



Pour une gestion équilibrée et solidaire de la ressource en eau

Qui sommes-nous ?

Nos actions

Les données sur l'eau

Les aides financières

Les redevances

Extranet

Actualités

Marchés publics

» [Marchés publics](#)
19/09/2014 • L'Office de l'eau met en ligne la banque de données relative à l'approvisionnement en eau potable. Cet outil de

» [Banque de données de l'approvisionnement en eau potable à la Réunion](#)
16/09/2014 • L'Office de l'eau met en ligne la banque de données relative à l'approvisionnement en eau potable. Cet outil de

Chroniques de l'eau Réunion
Rapports d'études
SIE
Données de l'Office
Assainissement collectif
L'approvisionnement en eau potable



Recherche

mot-clé OK

Agenda

Marchés publics

Recrutements

Des données accessibles sur le site internet de l'Office



BANQUE DE DONNEES DE L'OFFICE DE L'EAU REUNION

[Connexion](#)

Après le Avant le Commune Statut station

Type de mesure Type de donnée Nature de l'eau

-- Tous les réseaux -- Producteur de données Masse d'eau DCE

Code Type de code



Disponibilité des résultats (cliquer sur les liens dans le tableau pour accéder aux données)

Export des données	Type donnée	Type mesure	Paramètre	Total	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991	1990	1989
csv	Hydrométrie	automatique	Cote à l'échelle	428083	54151	70979	66932	73147	69587	73793	19494																			
csv	Hydrométrie	Instantanée	Cote à l'échelle	47	8	2	3	11	11	12																				
csv	Hydrométrie	Instantanée	Débit instantané	193	7	7	6	12	11	14	9	7	7	6	11	16	17	7	6	2	5	5	4	4	6	4	4	4	5	5
csv	Hydrométrie	Maxi (jour)	Débit instantané	2170	259	364	365	364	362	364	92																			
csv	Hydrométrie	Mini (jour)	Débit instantané	2170	259	364	365	364	362	364	92																			
csv	Hydrométrie	Moyenne (jour)	Débit moyen journalier (QM)	4489	259	364	365	364	362	364	254	339	365	365	366	365	357													
csv	Physico-chimie	automatique	Température de l'Eau	82906	4903	25469	25278	25176	2080																					
csv	Physico-chimie	Maxi (jour)	Température de l'Eau	1194	69	365	366	365	29																					
csv	Physico-chimie	Mini (jour)	Température de l'Eau	1194	69	365	366	365	29																					



Des données valorisées



Chroniques de l'eau Réunion

N°26 - 19 décembre 2013

La tarification des services publics d'eau et d'assainissement collectif sur le bassin Réunion

Si l'eau est gratuite à l'état naturel, son aduction et sa distribution sont des opérations complexes et onéreuses. Ainsi si la ressource en elle-même est gratuite, le service lui est payant.

Compétence communale, le service public de l'eau et de l'assainissement consiste à acheter une eau potable au consommateur, et d'autre part, à collecter et à traiter les eaux usées pour leur retour au milieu naturel.

Services publics locaux à caractère industriel et commercial (SPIC), la gestion de l'eau et d'assainissement peut s'opérer en régie soit en délégation de service. Dans le premier cas, on parle alors de régie directe, la commune ou son établissement public de coopération intercommunale agit avec ses propres moyens et ses agents le service.

Dans le second cas, la gestion est confiée à la forme d'une délégation de service public.

La tarification des services publics d'assainissement s'articule autour de plusieurs critères. Ces règles touchent à la détermination de l'eau, à la structure tarifaire du service, mais également au financement de la production de l'eau.

Depuis le 1er mai 2013, les 2 services publics peuvent décider d'assurer les compétences eau et assainissement sur un territoire intercommunal.

Le 1er janvier 2014, la MURCIP du 11 décembre 2013, a été modifiée dans le décret n° 93-122 du 10/01/13, la délégation de service public est devenue un contrat de service public dont elle a la responsabilité à un titre et pour lequel la responsabilité est assurée par l'exploitant du service.



Chroniques de l'eau Réunion

N°30 - 14 mars 2014

Effet retard positif de Béjisa sur les ressources souterraines, mais les cours d'eau sont déjà en déficit en février 2014.

Le mois de février est habituellement le mois où les débits des cours d'eau et les niveaux de nappes souterraines augmentent significativement. En février 2014, post cyclon Béjisa, l'évolution est contrastée entre les eaux superficielles et souterraines.

En effet, les faibles précipitations enregistrées en février 2014 entraînent une baisse rapide des débits des cours d'eau sur l'ensemble du département ; 8 stations sur 9 présentent un état déficitaire par rapport aux normales saisonnières.

Les déficits les plus importants se retrouvent dans l'Est avec +65% sur le Bras Noir à la Plaine des Palmistes, -58% sur la Rivière Sainte-Suzanne et -50% sur le Bras Pantou. Le Nord et le Sud sont également déficitaires avec -21% sur la Rivière Langevin à Saint Joseph et -18% sur la Rivière Saint-Denis.

Seul le secteur du Téléville reste excédentaire (+76%).

Compte tenu de la réactivité décalée de masses d'eau souterraine face aux précipitations, les apports de Béjisa impactent la majorité des nappes en février 2014.

Les niveaux piézométriques moyens sont en hausse dans l'ensemble. Malgré cela, les ressources en eau souterraine restent marquées par des déficits qui témoignent de l'importance des launes accumulées depuis 2011.



Chroniques de l'eau Réunion

N°28 - 23 janvier 2014

Panorama du traitement des eaux usées en station d'épuration à la Réunion

L'assainissement des eaux usées est une composante essentielle de la protection des milieux aquatiques et du maintien de la qualité des eaux brutes.

Les collectivités ont mené à bien des projets d'urgence ces dernières années.

Toutefois, le développement des activités anthropiques et la vulnérabilité des milieux récepteurs rendent nécessaires la poursuite de projets encore plus performants.

Ce numéro dresse un état des lieux du traitement collectif des eaux usées à l'échelle du département et aborde en particulier l'organisation des services publics, les caractéristiques et performances des infrastructures et la gestion des résidus d'épuration.



Sommaire

- L'organisation de service public
- La performance des unités de traitement

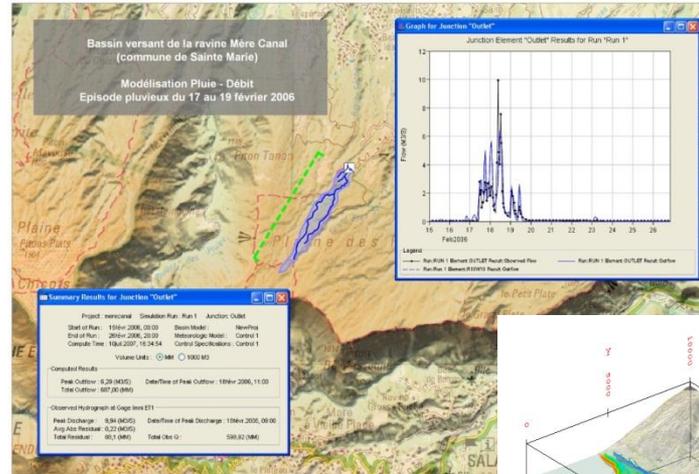
Responsable de la publication : Gilbert FAIGL BA
 Responsable de la rédaction : Faigal BA
 Rédaction : Julien BONNEUR, Valérie PA
 Photos : Office de l'Eau Réunion
 Conception de la maquette : 21°sud
 ISSN 2259 2946
 Tous droits réservés Office de l'Eau Réunion

Chroniques de l'eau Réunion - 14 mars 2014

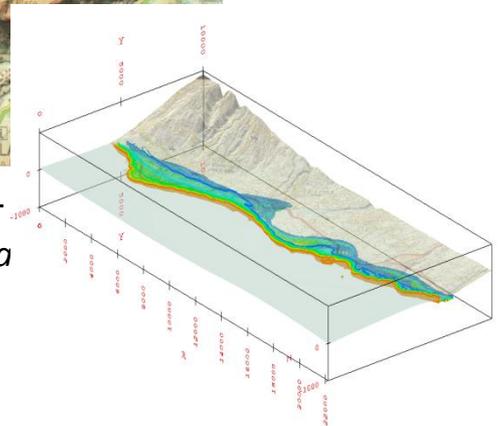
Responsable de la publication : Gilbert SAM YIN YANG
 Responsable de la rédaction : Faigal BADAT
 Rédaction : Yuhann CIMBARO
 Photos : Office de l'Eau Réunion
 Conception de la maquette : 21°sud
 ISSN 2259 2946
 Tous droits réservés Office de l'Eau Réunion

Chroniques de l'eau Réunion - 23 janvier 2014

- 1 -



Modélisation pluie débit sur versant de la ravine Mère Ca



Modélisation 3D de la salinité sur les nappes du Gol et Pierrefonds

Un observatoire à l'échelle régionale ?

- Outil opérationnel d'aide à la décision
- Proposer une stratégie commune d'adaptation au changement climatique
- Assurer la pérennité de l'observatoire (financement, partenariats durables, ...)
- Définir un plan d'actions stratégique à long terme => chefs de file

Quels indicateurs ?

- Suffisamment simples, politiquement et scientifiquement pertinents, mesurables et comparables,
- Mesure quantitative, qualitative ou descriptive surveillée périodiquement,
- En nombre limité,
- Comparables entre territoires (suivis existants, réguliers et historiques, avec une méthodologie commune ou partagée),
- Historique suffisant pour quantifier l'impact des changements climatiques et de ses effets,
- Relatifs (en termes d'intensité et de rythme), notamment pour les aspects climatiques, la variation des paramètres n'étant pas identique pour tous les territoires,



Merci de votre attention

